

Yémen: « Etat défaillant », peuple(s) mobilisé(s)

Des pourparlers de paix au Yémen viennent de débuter à Genève sous l'égide de l'ONU. Ceux-ci s'organisent après trois mois d'une implacable offensive aérienne sur fond des luttes armées entre factions politiques rivales. Les Nations-Unies tentent une fois de plus cette semaine de faciliter un accord entre parties belligérantes. Accord qui était en passe d'être conclu la veille du début des frappes aériennes coordonnées par l'Arabie Saoudite.

Depuis le « printemps arabe » yéménite de 2011 contre le gouvernement d'Ali Abdullah Saleh, des manifestations et des affrontements se succèdent, et aujourd'hui encore, le pays reste très divisé. Cette situation n'est pas nouvelle. Le Yémen a souvent été qualifié d'« État défaillant ». Sa société, pourtant (malheureusement trop fréquemment analysée uniquement sous l'angle de la menace terroriste et d'Al-Qaeda) est loin d'être politiquement « défaillante ». De tous les pays de la péninsule arabique, c'est ici que le projet démocratique est le plus enraciné. Il n'en reste pas moins que les morts et destructions provoquées depuis fin mars par l'offensive militaire saoudienne risquent d'exacerber les antagonismes et pousser le Yémen à une fragmentation du même genre que celle observée en Libye ou en Syrie.

Une Histoire Prometteuse



Depuis son indépendance, le Yémen a été le mouton noir d'une péninsule arabique dominée par les pétromonarchies. De tout les pays de la péninsule, c'est au Yémen que la démocratie se développait réellement : les conflits parfois sanglants (internes et externes) font apparemment progressivement émerger une culture du dialogue et de son institutionnalisation.

A partir de la formation d'une petite colonie en 1839 à Aden, les Britanniques ont lentement étendu leur contrôle sur le reste de l'Arabie du Sud. En 1904, les Ottomans et les Britanniques se mettent

d'accord pour tracer une frontière qui marquerait leur sphère de contrôle. Il en résulte un Yémen Ottoman au nord et un Yémen Britannique au sud. Quand l'empire Ottoman s'écroule après la Première Guerre Mondiale, sa partie du territoire yéménite revient aux mains d'une dynastie des imams Zaydis, qui avaient régné sur le Yémen du nord pendant près de mille ans. L'imam – soutenu par des chefs de tribus – maintenait le pays isolé des influences extérieures, jusqu'à sa destitution en 1962. Cette année-là, des nationalistes arabes soutenus par l'Égypte renversent la monarchie Zaydi. Des royalistes soutenus par l'Arabie Saoudite (finalement les mêmes qu'ils combattaient aujourd'hui !) organisèrent une lutte armée jusque dans les années 1970.

Le 22 mai 1990, la République Arabe du Yémen (RAY) (le Yémen du Nord, membre des non-alignés de tendance occidentale) et la République Populaire Démocratique du Yémen (RPDY) (Yémen du Sud. Seul Etat marxiste dans le monde arabe) mettent de côté leur différences idéologiques et économiques et forment la République de Yémen.

A un certain degré, les histoires et structures divergentes de deux Etats accentuent les divisions socioculturelles entre les peuples : l'un étant une colonie européenne et produit d'un protectorat tandis que l'autre était pratiquement une monarchie médiévale. Mais les différences sont également interrégionales. En dépit d'une longue histoire de contrôle par des musulmans Zaydis, la plupart des populations des provinces du Nord appartenaient au Shafî'ism, une école de pensée issue du Sunnisme (voir plus loin), tandis qu'au Sud, les relations sont tendues entre les villages à l'intérieur du pays et les villes portuaires.

Lors de la réunification du Yémen, les provinces du Nord, 4 fois plus peuplées que le sud et aux recettes plus élevées, étaient en position de dominer économiquement celles de l'ancienne République socialiste (malgré que les principales ressources naturelles s'y trouvent). Les plaintes des yéménites du sud se sont succédé quant au clientélisme, à la corruption et à la centralisation du pouvoir autour de personnalités du Nord, comme le Président Ali Abdullah Saleh. Une forte disparité Nord-Sud perdurait dans les institutions, surtout dans l'armée. A la suite des élections en 1993 qui donnent aux représentants du Sud à peine 18% des sièges au Parlement et l'assassinat de 150 des cadres du Parti Socialiste du Yémen, les tensions éclatent en guerre civile. Le 7 juillet 1994 les troupes de Saleh entrent à Aden et soumettent le sud, saccageant les bâtiments de l'État et les sociétés du secteur public.

Depuis, même si les institutions du Sud se sont lentement reconstruites, sa population continue à protester avec ardeur contre ce qu'ils considèrent comme la spoliation à grande échelle de leurs terres et la relocations de la richesse du Sud vers l'élite du Nord¹.

Notons bien sûr qu'aux injustices et aux inégalités entretenus s'ajoutent les opérations anti-terroristes menées par les États-Unis (principales zones d'activités des drones américaines depuis Barack Obama), qui avaient déjà couté la vie à des centaines de civils. Ali Abdullah Saleh n'a jamais questionné ces frappes aériennes.

¹ The Snake with a Thousand Heads: The Southern Cause in Yemen ; Susanne Dahlgren

Le Printemps Arabe de 2011

Encouragés par les événements en Tunisie et en Egypte, le Yémen fut le troisième pays arabe à connaître d'importants soulèvements anti-gouvernementaux en 2011. La corruption, le caractère autoritaire du régime, la répression ou les inégalités socio-économiques étaient quelques-unes des accusations portées contre le gouvernement d'Ali Abdullah Saleh. Considéré comme le protégé de Washington à l'égal d'Hosni Mubarak en Égypte, les mobilisations contre Saleh seront encouragées par la démission de Président égyptien sans que celle-ci n'entraîne une intervention des États-Unis.

A la tête du pouvoir depuis 1990, le Président Saleh avait non seulement la rue à dos mais également une partie de l'élite au pouvoir, d'officiers retraités et d'anciens fonctionnaires. Ces différents camps veulent voir Saleh tomber mais divergent quant aux réformes à suivre.

Le printemps yéménite voit la convergence de plusieurs mouvements politiques, dont un important sera **al-Hirak**, aussi appelé « le Mouvement de la Mobilité du Sud ». Ils organisent des manifestations pacifiques et sit-ins, souvent en brandissant le drapeau de l'ancien Yémen du Sud. Après l'assassinat de 4 de ses membres par les forces de sécurité de l'État, des dizaines, voire des centaines de milliers de personnes se rallient à al-Hirak dans le Sud du pays.

Au Nord, la mobilisation des **Houthis** représentait la plus grande menace pour le régime. De confession Zaydi-Shia, les Houthis se sont battus ces 10 dernières années avec presque tout le monde : l'État yéménite (notamment la fameuse guerre de Saada, 2004), des combattants salafistes étrangers, l'armée saoudienne et plus récemment contre la **tribu al-Ahmar**, la plus puissante de la confédération tribal Hashid.

Le paysage confessionnel au Yémen

Le deux groupes religieux principaux au Yémen sont les Zaydis et les Shafi'is.

Le Zaydisme est une école de pensée du chiisme. La doctrine y est très proche du sunnisme. Présents principalement au nord du Yémen, leur « capitale » est Saada. Le Shafi'ism quant à lui est une école de pensée du sunnisme et est majoritaire au Yémen.

Traditionnellement les deux religions se sont bien entendues. Il est par exemple d'usage courant de partager la même mosquée. Le clivage confessionnel ne fut donc pas au centre des conflits passés. Ainsi, l'ancien Président Ali Abdullah Saleh mena 6 guerres contre les Houthis malgré le fait que lui-même était un zaydi. Parallèlement, une grande partie des membres de la tribu al-Ahmar étaient de confession zaydi, ce qui ne leur a pas empêché d'être en guerre pendant 6 ans avec les Houthis à partir de 2004 sous le leadership du General de Brigade Ali-Mohsen al-Ahmar.

Convaincu du besoin de réanimer le zaydisme, Hussein al-Houthi, qui fut membre du Parlement avant sa démission en réaction à la corruption qu'il constate dans la capitale, fonde le mouvement **Ansarullah** en 1992 (qu'on appelle donc aujourd'hui les **Houthis** ou houtistes). Ce mouvement devient notamment une des voix le plus critiques contre l'intervention américaine en Irak en 2003,

organisant des manifestations et dénonçant l'assistance que le gouvernement de Yémen fournissait aux États-Unis. Le Président Saleh lance des opérations militaires contre Hussein al-Houthi et ses adeptes. En 2004, al-Houthi est assassiné. Cet assassinat transforme Ansarullah d'un mouvement théologique vers un groupe armé qui va mener une série de guerres (on en compte 6 de 2004 à 2010) déchirant la société au Nord et déplaçant des milliers de personnes. L'Arabie Saoudite intervient militairement entre 2009 et 2010 pour soutenir Saleh dans sa lutte contre les Houthis.

En février 2011, Abdel Malik al-Houthi, qui succède à son frère Hussein à la tête du mouvement Ansarullah, laisse tomber la rhétorique religieuse et annonce son soutien au soulèvement du « printemps arabe » à Sanaa. Le profil « anti-établissement » du mouvement attire alors également des sunnites et des groupes politiques de gauche.

Cette liste d'échecs politiques du gouvernement de Saleh a créé une série des fissures parmi l'élite au pouvoir. Fissure qui va également s'approfondir par la tentative de Saleh de placer son fils dans la succession de la présidence. Finalement, la goutte qui fera déborder le vase sera le massacre de 51 manifestants le 18 mars 2011. Deux des alliés le plus proches de Saleh, Ali Mohsin al-Ahmar et Sasiq al-Ahmar déclarent alors leur opposition à lui. Les forces armées yéménites se divisent alors en deux camps opposés². Le repli des forces armées encore loyales vers la capitale Sanaa laisse un vide de pouvoir dans les provinces périphériques. Une opportunité saisie par le mouvement Houthi au Nord et les milices d'Al-Qaeda au Sud du pays. Ces événements attirent l'attention de la communauté internationale. Les Etats-Unis et l'Arabie Saoudite ne tardent pas à réagir.

L'Initiative du Conseil de Coopération du Golfe et le Mécanisme d'Implémentation

Le **Conseil de Coopération du Golfe** (CCG) se présente comme médiateur et propose une feuille de route pour sortir le pays de la crise : l'Initiative du CCG. Neuf mois après les mobilisations historiques exigeant la fin du régime et six mois après l'introduction de l'Initiative du CCG, Ali Saleh signe le **Mécanisme d'Implémentation** de l'Initiative le 23 novembre 2011. Celui-ci devient la pierre angulaire du nouvel ordre politique du Yémen. L'accord mettait fin au mandat de Saleh, mais lui accordait une immunité des poursuites judiciaires. Il assurait également le remplacement transitoire de Saleh par le vice-président de longue date, Abd Rabbu Mansour Hadi. Ce dernier avait pour tâche d'organiser des élections générales dans les deux ans. Un gouvernement « d'unité nationale » fut mis en place. Partagé entre certaines franges de l'opposition et du Congrès General du Peuple (CGP) de Saleh, ce gouvernement excluait les Houthis et le parti Al Hirak.

Pour le mouvement des jeunes et certains autres mouvements politiques de terrain comme les Houthis et les sécessionnistes du sud, l'Initiative du CCG cherchait à démobiliser le peuple qui s'était soulevé en 2011. L'Initiative représentait finalement un pacte élitiste entre des représentants du régime de Saleh et l'opposition formelle, le Mushtarak, une alliance conservatrice du Nord

2 Charles Schmitz; p.4

<http://www.mei.edu/sites/default/files/publications/Charles%20Schmitz%20Policy%20Paper.pdf>

reprenant l'Islah, le vieux gardes de Sana'a et la confédération Hashid. Pour les mouvements sociaux, l'Initiative du CCG ne prenaient pas en compte ceux qui avaient formé le noyau des mobilisations.

Outre la fixation d'une période transitoire de 2 ans, l'accord signé à Ryad prévoyait également la création d'une **Conférence de Dialogue National**. Un forum destiné à traiter des problèmes d'organisation politique du pays. Les résultats de ce Dialogue National devaient fournir la base d'une nouvelle Constitution. Celle-ci devait conclure la période transitoire et amorcer l'élection d'un nouveau gouvernement.

La Conférence de Dialogue National se clôture en janvier 2014. Le gouvernement transitoire se voit accorder le bénéfice du doute et Hadi est élu à la Présidence du Yémen. Six mois plus tard, le gouvernement décidera de supprimer les subsides pour l'essence. Les Houthis, encouragés par leurs victoires dans le champ de bataille (contrôle total du nord-ouest du pays) et leurs alliances locales, mobilisent des milliers de yéménites ordinaires contre cette dernière mesure prise par le gouvernement. Ansarullah fait son entrée dans Sanaa en aout 2014.

L'Accord de Paix... et la guerre

Après que les Houthis aient gagné le contrôle des institutions clés le 21 septembre 2014, un **Accord de Paix et Partenariat National** fut négocié par l'envoyé spécial pour le Yémen des Nations Unies, **Jamal Benomar** et signé par le Président Hadi, les délégués Houthis et les dirigeants des principaux partis. L'accord stipulait la formation d'un nouveau gouvernement de réconciliation dans le mois qui suivait. Celui-ci fut formé fin octobre en incluant des représentants des pouvoirs traditionnels (donc également les Houthis, les parties du Sud et la plupart des autres groupes politiques dans le pays).

Le 20 janvier, de nouveaux conflits éclatent autour de la division du territoire en 6 régions fédérales proposée par le cabinet de Hadi mais refusée par les Houthis. En plus d'avoir été écarté des discussions, ces derniers estiment la décision contraire à l'accord trouvé en septembre sous l'auspice des Nations Unies. Le 22 janvier, alors que l'envoyé spécial des Nations Unies rencontre les factions politiques en vue de trouver et implémenter un accord pour résoudre l'impasse, Hadi soumet sa démission, suivant celle de son cabinet prise quelques heures auparavant.

Un apaisement prometteur est ressenti le 20 février quand Jamal Benomar présente l'accord signé entre les parties en conflit pour la création d'un **Conseil Populaire de Transition**. Celui-ci est pourtant caduc, trois jours après, quand Mansour Hadi retire sa démission de la Présidence le 23 février. Depuis Aden, Hadi appelle l'armée ainsi que les autorités locales des provinces riches en pétrole et en gaz à rester de son côté. Les Houthis décident de poursuivre le chemin vers Aden.

Soutenus par des secteurs de l'armée yéménite fidèles à l'ancien président Ali Saleh – et avec les conseils stratégiques de Saleh lui-même – les Houthis ne tardent pas à arriver à Aden. Le 25 mars, Mansour Hadi, fuit sa résidence pour la deuxième fois, pour se réfugier en Arabie Saoudite. Considérant la destitution d'Hadi comme un danger pour la péninsule arabique, au regard de son emplacement stratégique et craignant que le soulèvement des Houthis n'inspire les 15% de la

population Saoudienne de confession chiite (essentiellement présent dans la région limitrophe avec le Yémen), Ryad rassemble une coalition des pays pour mener des attaques aériennes contre les positions des Houthis et leurs alliés. C'est le début de l'**Opération Tempête Décisive**, en l'absence d'un quelconque mandat du Conseil de sécurité des Nations-Unies.

Exaspéré par cette nouvelle escalade du conflit et très critique de l'intervention armée de l'Arabie Saoudite, l'envoyé spécial de l'ONU Jamal Benomar démissionne de son poste le 16 avril en soulignant que les yéménites étaient proche d'un accord politique lors du début de l'Opération Tempête Décisive. Suivant cet accord, les Houthis avaient accepté de retirer leurs milices des villes. En échange, Hadi devait faire partie d'un corps exécutif national. Benomar rappelle que les Houthis avaient accepté de voir Hadi encore exercer un rôle dans le gouvernement... jusqu'aux bombardements de l'Arabie Saoudite. La même intransigeance s'est observée chez les factions soutenues par l'Arabie Saoudite.

La Communauté Internationale

Après 3 mois de bombardements contre les Houthis et leurs alliés, la situation au Yémen est qualifiée de dramatique par nombre d'observateurs internationaux. Les attaques aériennes de la coalition saoudienne ont couté la vie à au moins 2 326 yéménites, en ont blessé 8 021 et placé 20 million des civils en besoin d'aide humanitaire urgente³.

Les réactions et propositions de la communauté internationale pour trouver une sortie au conflit sont à cet effet inquiétantes. L'Arabie Saoudite, le Conseil du Coopération du Golf, l'Union Européenne, le Conseil de Sécurité des Nations Unies et les États-Unis isolent ainsi les Houthis comme uniques responsables de l'instabilité au Yémen et insistent sur la légitimité du gouvernement de Mansour Hadi. Les Houthis sont mis sous embargo d'armes, par la Résolution 2216 du Conseil de Sécurité approuvé le 16 avril 2015, à l'exception de tous les autres groupes combattants.

En isolant les Houthis comme principaux responsables des troubles sociaux et politiques au Yémen et des conflits armés, la réalité de terrain est simplifiée à l'extrême, ignorant les diverses secteurs qui se sont mobilisés en soutien au mouvement Ansarullah. Par la même occasion, les raisons et les conditions qui ont poussé au soulèvement populaire yéménite de 2011 sont oubliées ainsi que les revendications de la rue, notamment le ras-le-bol de la population vis-à-vis de l'élite politique. Ces simplifications poussent à la proposition de solutions erronées. Quand la jeunesse du Yémen est descendue dans les rues en 2011, exigeant la fin du régime, ils voulaient la fin de la domination par Saleh, sa famille, le CPG (Congrès Populaire Général), la fédération tribal Hashid, l'Islah et la bureaucratie corrompue, tous soutenus par l'Arabie Saoudite, les autres monarchies du CCG et les Etats-Unis. Aux yeux des secteurs populaires, l'accord facilité par le CCG préserve la continuité de

³ Al Jazeera et Hispan TV du 14/06/2014: <http://www.aljazeera.com/news/2015/06/yemen-peace-talks-schedule-150614130709079.html> et <http://www.hispantv.com/newsdetail/Yemen/35135/Ansarola-No-participaremos-en-los-dialogos-de-Ginebra>

ce régime et invite Saleh à passer les rênes du pouvoir à Hadi, vice-président de Saleh pendant 17 ans et membre de son parti, le CPG.



Les résolutions et sanctions imposées par la communauté internationale oublient malheureusement un des coresponsables de la situation dans laquelle se trouve le Yémen : Washington et sa désastreuse politique au Yémen après le 11 septembre 2001 pour combattre le terrorisme qui a contribué au soulèvement des tribus du Sud contre le régime

d'Ali Saleh et l'expansion d'Al-Qaeda. A ce jour, les frappes américaines confirmées ont couté la vie à 580 personnes, dont 131 étaient des civils parmi lesquels on compte 34 enfants⁴. La colère contre les attaques aériennes des États-Unis et l'effondrement du régime de Saleh a laissé à Al-Qaeda plus de liberté de fonctionner. Paradoxalement, la politique anti-terroriste des Etats Unis au Yémen alimentant la corruption des dirigeants, la répression de dissidences locales et la mort des civils, a provoqué l'expansion des groupes comme Al-Qaeda⁵.

Conclusion

Au-delà des arguments démocratiques et de défense du peuple yéménite contre des agents iraniens avancés par l'Arabie Saoudite et ses alliés pour justifier leurs actions au Yémen, l'importance géostratégique du Detroit de Bab-el-Mandeb doit être considérée. Cette artère qui connecte la Mer Rouge et le Gulf d'Aden est considérée comment étant une des plus importantes au monde. Comme le souligne le géopolitologue Mahdi Darius Nazemroaya « éviter que les rivaux des Etats Unis et de l'Arabie Saoudite aient le contrôle sur le Detroit de Mandeb et sur le Golf d'Aden est un objectif majeur dans la guerre au Yémen. » Pour Washington et Ryad le contrôle de ces artères est stratégiquement important dans l'éventualité d'un conflit avec l'Iran « où Téhéran bloque les livraisons du pétrole et tout autre livraison maritime par le Detroit d'Hormuz. Dans cette éventualité le Plan B des saoudiens est d'utiliser le port d'Aden ainsi que les autres ports du Yémen. »⁶

⁴ Si on ajoute les fatalités par les frappes non-confirmés on arrive à un total de 784 fatalités ; The Bureau of Investigative Journalism : <https://www.thebureauinvestigates.com/2015/01/30/analysis-death-toll-drone-strikes-yemen-crisis-what-next/>

⁵ The Nation; Washington's War in Yemen Backfires; Jeremy Scahill; <http://www.thenation.com/article/166265/washingtons-war-yemen-backfires#>

⁶ Global Research : <http://www.globalresearch.ca/the-war-on-yemen-where-oil-and-geopolitics-mix/5442423>

La stratégie suivie par l'Arabie Saoudite et soutenue par ses alliés est dangereuse et contraire à une construction durable de la paix et de la démocratie. Les interventions militaires menées par les Etats Unies au Yémen contre Al-Qaeda et celles de la coalition Saoudienne contre les Houthis ont couté la vie à des centaines de civils innocents et appuient un cercle politique autocratique au Yémen qui a perdu toute légitimité au sein de la classe populaire. De même, dans un pays qui importait 80% de sa consommation avant le début des frappes, la fermeture des voies terrestres, aériennes et maritimes via l'embargo empêche que des livraisons régulières de nourriture et de combustible arrivent à une population en besoin urgent⁷.

Alors que des Dialogues de Paix s'organisent à Genève entre les représentants de Mansour Hadi, les rebelles d'Ansarullah et les autres parties au conflit, la décision prise par l'Union Européenne d'implémenter une série des mesures⁸ contre des dirigeants Houthis est probablement imprudente, sans parler de tendancieuse.

On vient de le lire, des plans d'action politique pour empêcher la désintégration de Yémen n'ont pas manqué. Mais si l'avis des populations concernées et des acteurs principaux de la révolution de 2011 à Yémen d'être ignoré, toute tentative de résolution du conflit ne restera qu'un emplâtre sur une jambe de bois.

Andres Arce Indacochea

(avec Samuel Legros)

⁷ Oxfam : <http://www.oxfam.org.uk/what-we-do/emergency-response/yemen-crisis>

⁸ Le 8 juin, le Conseil de l'Union Européenne a imposé un embargo d'armes et étendue ses sanctions à deux dirigeants yéménites : Abdulmalik al-Houthi, le dirigeant Houthi, et Ahmed Ali Abdullah Saleh, le fils de l'ancien président Saleh.